

# Des nouvelles de vos impôts et de l'argent que l'Etat vous laisse

Nos politiciens ont beaucoup d'idées concernant notre argent : une main sur le coeur, une autre dans notre poche.

C'est officiel : en rendant la hotline du fisc « gratuite » en prévision des couacs à venir avec le prélèvement à la source, nos politiciens de carrière vous font « cadeau » de six centimes pour 2019.

Malheureusement, si l'on se penche sur la colonne « mauvaises nouvelles », la liste des entrées est nettement plus longue

Argent des autres : les « gentils » contre les « méchants » (le retour)

En bonne politicienne, Marlène Schiappa s'évertue de nous convaincre que seul notre bonheur - collectif, comment en serait-il autrement ? - guide son action politique. La secrétaire d'Etat ne reprend certes pas (encore) la terminologie mélenchonienne à proprement parler, mais elle aussi se vit comme figurant au nombre des « descendants des gentils, des doux, des solidaires, des préoccupés des autres ». Le « camp du bien » en somme, par opposition à ceux qui voudraient vous rendre votre liberté et votre responsabilité.

Très bien, mais comment distinguer à coup sûr un « gentil » d'un « méchant », vous demandez-vous peut-être, cher lecteur ? Eh bien il n'y a en fait rien de plus facile. Tout d'abord, comme l'a rappelé Marlène Schiappa au mois de décembre, là où les gentils ont un coeur, les méchants ont à la place une calculatrice.

On est donc aux antipodes du sinistre personnage représenté ci-dessous.

Certains ont néanmoins relevé que lorsqu'il s'agit d'aborder les sujets qui l'intéressent, notre secrétaire d'Etat retrouve miraculeusement sa capacité à faire parler les chiffres

Ensuite, si le représentant autoproclamé du « camp du bien » s'exprime avec une main sur le coeur, attention, l'autre est souvent dans votre poche ! Eh oui, impossible pour notre croisé de la redistribution de faire un cadeau à Jacques sans taper dans le porte-monnaie de Paul.

Comment se faire payer le thé par les usagers du service public

Vous vous souvenez de Ian Brossat, l'adjoint d'Anne Hidalgo à la mairie de Paris ? Figurez-vous que ce monsieur s'est félicité la veille de Noël d'avoir contribué à faire passer frauduleusement un

département entier au tarif le plus bas pour l'électricité, le temps d'une journée.

Guillaume Nicoulaud (camp des « méchants ») a tenté de faire un peu de pédagogie à l'attention de notre tête de liste du PCF aux élections européennes. Répartir frauduleusement la propriété privée d'autrui sans lui demander son avis, c'est effectivement proprement inacceptable, tant sur le plan de la morale que sur le plan de l'Etat de droit.

Evidemment, cela n'a pas donné grand-chose. Mais comment voulez-vous faire comprendre quoi que ce soit à quelqu'un qui s'ébahit que Jacques lui paye le thé après avoir reçu de l'argent piqué à Paul ?

Oui, « c'est beau, la solidarité » avec l'argent des autres enfin c'est beau comme du Marlène Schiappa !

Si j'arrête de grossir, ma balance va-t-elle finir par afficher « zéro » ?

Ou alors beau comme du Thomas Guénolé ? J'hésite Si vous ne connaissez pas ce monsieur, sachez qu'il se présente comme un « intellectuel de gauche » et qu'il est co-responsable de l'école de formation politique de La France insoumise.

En tant qu'intellectuel, Thomas Guénolé a naturellement un compte Twitter sur lequel il partage sa science avec le commun des mortels. Voici le genre de fulgurances qui sortent de ce brillant esprit :

Si vous avez compris que ce n'est pas parce que vous arrêtez de grossir que votre poids tombe pour autant à zéro, alors bravo : vous avez le niveau requis pour être politologue à Science Po et « intellectuel de gauche ».

Succession : à qui appartient votre patrimoine ?

Chez Terra Nova (le think tank de gauche grâce auquel le Parti socialiste est passé de 20% à 5% en délaissant les bas revenus au profit des minorités), on fait aussi partie du « camp du bien », mais on est moins allergique aux calembres. Du coup, on sait que la dette publique ne peut pas être « supprimée en une dizaine d'années ».

Mais comme on est socialiste jusqu'au bout des doigts, on a une solution unique pour régler chaque « problème ». Du coup, comme on aimerait bien trouver un moyen de compenser le manque à gagner de 3 Mds€, pour l'Etat consécutif à la refonte de l'ISF, la solution est toute trouvée :

Cela représenterait grosso modo une hausse de 25% du rendement de la fiscalité des successions.

Sur 20 ans, c'est à un quasi triplement des recettes fiscales au titre des droits de mutation à titre

gratuit que l'on a assisté

Pendant ce temps-là, certains pays adoptaient la stratégie inverse en diminuant fortement ces droits, ou tout simplement en les supprimant. Comme l'expliquait Virginie Pradel dans Le Figaro au mois de mars dernier :

« Encore une fois, la France se trouve totalement à contre-courant du reste du monde. Depuis le début des années 2000, 15 des 35 pays de l'OCDE ont supprimé l'impôt sur les successions, parmi lesquels le Portugal (2004), la Suède (2005) la Russie (2005), l'Autriche (2008), la République Tchèque (2014) et la Norvège (2014). L'Italie les a également supprimés en 2001 avant de les réintroduire en 2006 à un taux très faible. »

Niveau droits de successions, hormis en Belgique, aucun Etat ne sait faire pire que nous au sein de l'OCDE.

Comme le révèle l'exemple suédois, une politique efficace sur le plan économique ne repose pas sur les bons sentiments. L'avocat fiscaliste explique :

« Ce ne sont pas les pays qui taxent ou redistribuent le moins qui ont aboli l'impôt sur les successions ; le niveau de pression fiscale et des dépenses publiques de la Suède et de l'Autriche étant relativement proches de ceux de la France. Cela illustre le fait que certains pays protecteurs ont su faire passer leur prospérité économique avant une idéologie fiscale destructrice. En Suède, État-providence par excellence, ce sont d'ailleurs les sociaux-démocrates qui ont supprimé les droits de succession ; ce qui a eu un impact bénéfique puisque le célèbre fondateur d'IKEA, Ingvar Kamprad, et d'autres grands industriels, ont choisi d'y retourner après plusieurs années d'expatriation fiscale. »

Nos « intellectuels de gauche » comprendront-ils un jour que l'enfer est pavé de bonnes intentions ?

Pour Thomas Piketty , cela semble être définitivement foutu

Ce dernier propose d'adopter un « Budget de démocratisation de l'Europe », lequel « sera financé par quatre grands impôts européens, marqueurs concrets de cette solidarité européenne, qui porteront sur les bénéfices des grandes sociétés, les hauts revenus (au-delà de 200 000 euros par an), les hauts patrimoines (au-delà d'un million d'euros), et les émissions carbone (avec un prix minimum de 30 euros par tonne, qui a vocation à être rehaussé annuellement). »

Si vous avez du mal à comprendre ce qui anime la démarche de Thomas Piketty, c'est que vous avez oublié le postulat de l'intellectuel de gauche. N'ayez crainte, Daniel Tourre est là pour vous le rappeler.

Quand j'étais en Master 2 en gestion de Patrimoine, un intervenant assez célèbre dans le métier

avait débuté son cours par une passionnante introduction orientée étymologie. C'était l'occasion de nous rappeler que le terme « patrimoine » a été introduit dans la langue française autour de 1150. Il provient du latin « patrimonium », qui signifie les biens de famille (l'ensemble des biens du « pater familias » de nos sociétés patriarcales).

L'une des tâches du conseiller patrimonial consiste à s'assurer de la pérennité de ce qu'un individu a reçu de ses pères au fil des générations, bien souvent pour transmission à la génération suivante. Il s'agit donc d'aider à perpétuer un principe qui est la norme dans l'immense majorité des pays de l'OCDE, principe que rêvent de détruire les « intellectuels » français de gauche pour lesquels la propriété est une concession qui vous est faite par un Etat qui a tous les droits.

---

Pour plus d'informations de ce genre, c'est [ici](#) et c'est gratuit